



Les bâtiments du Quartier administratif, en l'absence du maître des lieux, évacué sanitaire ci Genève, sont placés sous la protection renforcée des forces de Défense, de Sécurité, et de Renseignement. Autour de la résidence du ministre également.

C'est dimanche, en début d'après-midi, que plusieurs éléments de la gendarmerie, de la Sécurité militaire (Semil) et de la police ont été déployés autour des bâtiments principaux abritant le ministère des Finances (Minfi), au Quartier administratif à Yaoundé. Très rapidement, la présence de leurs uniformes, en grand nombre, finit par susciter la curiosité. L'information atteint les réseaux sociaux, contraignant les hauts responsables de la sécurité à changer de méthode.

Si le maillage, après plus d'une heure, est rapidement levé, c'est pour mieux le réorganiser. Le redéploiement est réaménagé, cette fois avec des éléments en civil, tout aussi armés. Lesquels, munis d'un dispositif de pointe, ont poussé, très discrètement, leur mission de surveillance jusqu'à l'intérieur des bâtiments, se confondant aux usagers.

Depuis lors, les entrées et sorties, très discrètement aussi, sont rigoureusement identifiées. On parle également des agents de renseignement qui sont mis à contribution. Bien évidemment, des responsables du Minfi (davantage sur écoutes et contrôlés à distance), dédramatisent, laissant entendre que tout va pour le mieux.

Toujours est-il qu'il s'agit d'une ambiance inhabituelle.

La mise sous haute surveillance dudit département intervient, rappelle-t-on, alors que le maître des lieux, Louis Paul Motaze, atteint de Covid-19 et dont l'état avait été déclaré préoccupant, est évacué en Suisse, jeudi dernier aux premières heures, sur très hautes instructions du président Paul Biya. Et le cabinet de ' l'argentier national n'échappe pas, très discrètement aussi, à l'étroite surveillance des éléments dépêchés sur place.

On signale, dans la même veine, le renforcement des caméras de vidéosurveillance, installées dans la nuit de samedi à dimanche au ministère des Finances, y compris dans la résidence de l'ancien ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire.

Selon des indiscretions, ce dispositif qui ne sera pas levé de sitôt, est à mettre en relation avec le climat des enquêtes en cours au niveau du corps spécialisé des officiers de police judiciaire (Opj) du Tribunal criminel spécial (Tes).

Cette haute juridiction est en effet sollicitée, depuis quelques temps et le déclenchement des enquêtes sur de présumés malversations autour du fonds spécial de 180 milliards de francs, destiné à la riposte nationale contre la pandémie du coronavirus et ses conséquences économiques et sociales. L'on sait que le Minfi, où sont déjà passés plusieurs fois les Opj sus-évoqués, détient une partie de l'énigme du «Covidgate», dont les enquêtes ne sont totalement pas bouclées.

A cette fébrilité judiciaire, il convient d'ajouter la rumeur, de plus en plus persistante, de l'imminence d'un remaniement ministériel. Le sommet de l'État, d'où semblent émaner les ordres de mise sous étroite surveillance du ministère, tiendrait ainsi à éloigner tout risque de fuite de documents sensibles, et surtout des soustractions et des sorties déguisées d'importants fonds publics.

S'agissant spécifiquement de Louis Paul Motaze, les dernières nouvelles de son état de santé, depuis Genève en Suisse, sont des plus rassurantes. On ne peut que lui souhaiter un prompt rétablissement.

InfoMatin